

## LES OPERATIONS MILITAIRES PAKISTANAISES CONTRE LES MILITANTS ISLAMISTES

PAR

Alain LAMBALLE\*

Comment les forces de sécurité pakistanaises interviennent-elles contre les Talibans et les membres d'Al Qaïda ? Comment se déroulent les opérations en cours et que peut-on imaginer pour l'avenir du Pakistan, dans un contexte régional et mondial difficile ? Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de répondre ici.

### LES FORCES DE SECURITE PAKISTANAISES

Parmi les forces de sécurité pakistanaises engagées dans la lutte contre les Islamistes radicaux et contre les insurgés d'obédiences diverses, trois niveaux peuvent être distingués.

Le premier niveau des forces de sécurité est constitué, en ce qui concerne les zones tribales, par des milices (*Levies*) et des unités de police locale tribale (*Khasadars*) et, en ce qui concerne la province frontière du Nord-Ouest, par la police provinciale. Leurs moyens sont notoirement insuffisants pour lutter contre le terrorisme.

Le deuxième niveau rassemble le Frontier Corps, une force paramilitaire dépendant du ministère de l'Intérieur. Le Frontier Corps opère dans la province frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan, mais les deux entités sont totalement séparées. Le Frontier Corps engagé dans la province frontière du Nord-Ouest, fort d'environ 50 000 hommes, est constitué de Pachtous recrutés localement, tandis que les officiers proviennent de l'armée de terre et peuvent donc être originaires d'autres provinces. Il a presque totalement absorbé la *Frontier Constabulary*, police armée civile constituée pour maintenir l'ordre public dans les zones tribales sous administration fédérale et dans les districts normaux voisins de la province frontière du Nord-Ouest et pour servir de force paramilitaire tampon entre les zones tribales et les districts normaux.

Le troisième niveau, le dernier, est constitué par les forces armées elles-mêmes, en fait surtout l'armée de terre avec, parfois, en appui, l'armée de l'air. C'est à elles qu'on recourt lorsque les forces paramilitaires ne suffisent pas, ce qui est le cas actuellement dans les zones tribales et les districts avoisinants de la province frontière du Nord-Ouest. L'armée de terre rassemble 550 000 hommes, tandis que les effectifs de l'armée de l'air et de la marine s'élèvent respectivement à 45 000 et 25 000.

Les forces armées présentent des caractéristiques peu communes, que l'on retrouve rarement dans d'autres pays.

---

\* Général (cadre de réserve), anciennement attaché militaire en Inde, au Népal, au Pakistan, au Sri Lanka et aux Maldives.

D'abord, elles jouent un rôle majeur dans le domaine politique. Quand les militaires, en fait ceux de l'armée de terre, ne sont pas au pouvoir, ils n'en sont jamais loin. Bien que le pays ait actuellement un Président civil et soit dirigé par un gouvernement civil et que certains militaires aient abandonné des postes dans la haute administration et bien que le Conseil national de sécurité ait été dissout en novembre 2008, les chefs d'état-major des trois armées et le président du Comité des chefs d'état-major font toujours partie du Defence Committee of the Cabinet, un organisme désormais appelé à jouer un rôle essentiel. Le conseiller du Premier ministre pour la sécurité nationale était, jusqu'en janvier 2009, un général de l'armée de terre en retraite, qui a été ambassadeur aux Etats-Unis. De plus, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Kayani, s'est opposé à l'intégration au ministère de l'Intérieur, voulue par le gouvernement, du principal service de renseignement, l'Inter-Services Intelligence. Ce dernier reste ainsi sous le contrôle de l'armée de terre. Toutefois, la branche politique qui s'immisçait dans les affaires intérieures du pays a été dissoute en novembre 2008, ce qui signifie, en théorie, qu'il n'y aura plus d'ingérence. Le ministère de l'Intérieur possède un service de renseignement, l'Intelligence Bureau, lui aussi plus ou moins contrôlé par l'armée de terre. Quant au service de renseignement de l'armée de terre, Directorate General of Military Intelligence, il ne limite pas ses activités à la sphère militaire, mais est actif dans les domaines les plus divers, y compris politique. Les propos du général Kayani exprimant son refus de jouer un rôle politique doivent donc être pris avec une certaine circonspection. Signalons en outre qu'il n'existe pas de service de renseignement interarmées : le Joint Chiefs of Staff Committee (JCSC), présidé depuis de nombreuses années par un général de l'armée de terre, bien que le poste soit censé être tournant, ne joue qu'un rôle secondaire en matière opérationnel. Le véritable organisme décisionnel est constitué par une structure, présidée par le chef d'état-major de l'armée de terre, rassemble les principaux généraux de cet état-major et les généraux commandant les corps d'armée.

De plus, comme dans le passé, les militaires continuent de diriger des pans entiers de l'économie. Officiers en activité ou en retraite se trouvent ainsi à la tête de banques, de cimenteries, d'usines diverses. Ils possèdent aussi des terres. Ils sont donc présents dans les domaines industriels et agricoles.

Ces activités politiques et économiques nuisent naturellement à la valeur opérationnelle des armées, particulièrement de l'armée de terre, car elles les détournent de leurs missions, la garde des frontières, le maintien de l'intégrité territoriale et, maintenant, la lutte contre les insurrections, islamistes et nationalistes. Les forces armées demeurent néanmoins très professionnelles et d'excellente qualité. L'armée de terre est essentiellement organisée et équipée pour se battre contre l'Inde. 7 des 9 corps d'armée sont positionnés face à l'Est. Les deux corps d'armée stationnés à l'Ouest, à Peshawar et à Quetta, comprennent moins de divisions que ceux situés à l'Est : ainsi, celui de Peshawar ne rassemble que deux divisions, qui se trouvent en sous-effectifs ; certaines grandes unités ont dû être envoyées en renfort sur le front occidental, dans les zones tribales à la frontière afghane. L'armée de terre soutient par ailleurs, bien que de manière moindre qu'auparavant, sur le plan logistique et opérationnellement, les militants islamistes qui combattent contre les forces de sécurité indiennes au Cachemire.

La composition ethnique de l'armée de terre ne reflète pas la réalité démographique du pays, ce qui n'est pas sans incidence sur l'issue des combats internes déchirant les provinces occidentales du pays. Ses effectifs sont composés à raison de plus de 75 % de Punjabis (soit approximativement 380 000 hommes, alors qu'ils représentent au maximum 60 % de la

population) et de moins de 20 % de Pachtous (soit à peu près 100 000 hommes). Les autres provinces, Baloutchistan et Sind, ne comptent que pour environ 5 %.

Il est intéressant de s'interroger aussi sur l'état d'esprit de cette armée de terre, en particulier de ses cadres. L'armée de terre s'est démocratisée à partir de 1972, après la défaite face à l'Inde et la naissance du Bangladesh. Les jeunes officiers, sous-officiers et soldats, incorporés à cette époque venaient pour la plupart des campagnes, beaucoup plus radicales dans la pratique de l'Islam que les villes. Certains officiers recrutés au début des années 1970 ont aujourd'hui atteint le grade de général et ce sera de plus en plus le cas. On peut s'interroger sur leur état d'esprit. Si la plupart des cadres sont modérés, instruits et ouverts sur le monde, il y a parmi eux des extrémistes. Certains auteurs des attentats manqués contre le général Pervez Musharraf, accusé de jouer le jeu des Américains, appartenaient aux forces armées.

Indépendamment des forces étatiques, des unités privées, dénommées *lashkar*, ont été levées par les tribus, avec naturellement l'aval des autorités civiles et militaires. Des armes relativement modernes leur ont été parfois attribuées.

Dans la lutte contre les nationalistes baloutches, sans lien avec les mouvements islamistes, mais aussi avec des ramifications en Afghanistan et en Iran, on retrouve les trois niveaux des forces de sécurité, avec toutefois quelques variantes. L'incorporation des *Balochistan levies*, qui étaient composées de Baloutches, dans la police provinciale n'a pas suscité d'approbation dans la population, car les Baloutches sont sous-représentés dans les unités de police, lesquelles sont accusées de corruption et de dureté. De plus, contrairement à la situation dans la province frontière du Nord-Ouest, le Frontier Corps est mal accepté pour la simple raison que la plupart de ses membres ne sont pas des Baloutches. Il en est de même pour le corps d'armée qui stationne dans la province.

## LE DEROULEMENT DES OPERATIONS MILITAIRES CONTRE LES TALIBANS ET AL QAÏDA

Le déroulement des opérations militaires reste relativement peu connu : les informations sont filtrées. Les parlementaires se sont d'ailleurs plaints de ne pas être suffisamment informés.

Des tentatives ont été faites pour opposer les militants locaux aux étrangers, essentiellement des Afghans et des Ouzbeks, mais aussi des Tadjiks, des Tchéchènes et des Arabes, mais ce fut un échec.

Les modes d'action des forces de sécurité sont variés : bouclage de zones, pilonnages des positions rebelles par des tirs d'artillerie ou de mortiers, intervention d'avions d'attaque au sol et d'hélicoptères. Les résidences des insurgés sont systématiquement démolies.

En janvier 2008, une vaste opération a été lancée contre les partisans du chef islamiste Baitullah Mehsud dans le Sud-Waziristan, causant d'énormes pertes matérielles et de nombreux déplacements de population. C'était la plus importante depuis 2004, mais elle n'a pas été suivie d'effets.

Actuellement, les opérations militaires contre les islamistes radicaux se déroulent essentiellement sur deux théâtres d'opération : les agences de Bajaur et de Mohmand et la vallée de Swat.

L'agence de Bajaur est la plus au Nord des zones tribales administrées par le pouvoir central. Elle est bordée, au Sud, par l'agence de Mohmand. Les sept zones tribales administrées par le pouvoir fédéral sont entourées par la province frontière du Nord-Ouest. Six sont limitrophes de l'Afghanistan sur 800 kilomètres, soit le tiers de la longueur totale de la frontière entre les deux pays, la septième étant en retrait. La vallée de Swat, qui tire son nom de la rivière Swat, un affluent de la rivière Kaboul venant de l'Afghanistan et se jetant dans l'Indus, fait partie intégrante de la province frontière du Nord-Ouest. Au sud de la vallée de Swat existent aussi des zones tribales, mais celles-là sont administrées par le pouvoir provincial.

Bajaur, la plus petite mais la plus peuplée des zones tribales, revêt une grande importance stratégique, car elle est susceptible de faire la jonction entre l'Afghanistan, d'accès relativement facile toute l'année par plusieurs cols, dont celui de Nawa (*Nawa pass*), et la vallée de Swat et même, au-delà, le Cachemire. Sa situation explique les luttes intenses qui s'y déroulent entre les forces de sécurité et les Talibans. Immédiatement au Sud, l'agence de Mohmand borde la région de Peshawar, la capitale provinciale.

Pendant tout le mois d'août 2008 et jusqu'à la mi-septembre, les interventions contre les Talibans et les membres d'Al Qaïda dans la zone tribale de Bajaur se sont limitées à des pilonnages d'artillerie et à des attaques air-sol. Puis, les troupes au sol ont été engagées. Elles ont fait face à de véritables unités constituées, bénéficiant d'une infrastructure défensive surprenante, y compris des tunnels et des tranchées. L'opération, conduite sous le nom de *Sherdil* (Cœur de lion) dans l'agence tribale de Bajaur, aurait permis de mettre hors de combat 1 500 insurgés, dont un nombre inconnu d'étrangers. Toutefois, ce chiffre est contesté. Peu de responsables ont été neutralisés. Des renforts proviendraient d'Afghanistan pour compenser les pertes subies par les combattants du Tehrik-i-taliban et du contingent étranger, lequel serait dirigé par un Afghan, Qari Ziaur Rehman. Plusieurs milliers d'Islamistes combattraient encore. Le nombre de tués parmi les forces de sécurité s'élèverait à un peu plus de 80, ce qui paraît faible. Les combats infligent aussi des dommages collatéraux dans la population civile, y compris parmi les femmes et les enfants. Le chiffre cité de moins de 100 tués paraît très en dessous de la réalité. Aux pertes en vies humaines, il convient d'ajouter les destructions de maisons, voire de villages entiers. Environ 500 000 personnes auraient été déplacées, y compris 70 000 Afghans et certaines se sont réfugiées en Afghanistan.

Les opérations dans l'agence de Mohmand ont commencé plus tard en novembre 2008.

Dans la vallée de Swat, les combats sont plus dilués, il n'y a pas de bataille rangée. L'opération dénommée Rah-i-Haq (Chemin de la vérité), conduite après la dénonciation de l'accord de cessez-le-feu du 21 mai 2008, a infligé des pertes limitées aux forces du Tehrik Nifaz-i-Shariat-i-Muhammadi (TNSM), qui, conduites par Maluana Fazlullah, refusent le combat et disparaissent dans les montagnes avoisinante avant de revenir frapper des objectifs ponctuels.

Les insurrections dans les zones tribales et dans la vallée de Swat ne sont toujours pas matées. Les raisons de l'impuissance des forces de sécurité sont multiples : d'un côté,

l'adversaire est coriace, mobile, bien équipé – y compris en armes lourdes et en moyens de transmission –, très motivé et soutenu par une bonne partie de la population ; de l'autre, les forces gouvernementales présentent des faiblesses. Certes, les *lashkar* des zones tribales constituent un appoint en occupant des positions auparavant tenues par des Talibans, ce qui permet aux forces de sécurité de se consacrer à l'offensive, mais leur volonté de se battre s'est émoussée depuis qu'elles ont fait l'objet d'attaques-suicides dévastatrices et que plusieurs chefs de tribus s'étant ralliés au gouvernement ont été assassinés. De plus, elles combattent selon leurs propres règles ; leur loyauté est même parfois mise en cause. Si elles se retournaient contre les forces de sécurité, la situation serait gravement compromise. Dans la vallée de Swat, un tiers de la police a déserté.

Les combattants du Frontier Corps, des Pachtous, connaissent parfaitement le terrain et la population, ce qui constitue un avantage. Néanmoins, ils ont été décevants dans la lutte contre les Talibans. Dans certains cas, ils laissent agir les Talibans sans intervenir, alors qu'ils seraient en mesure de le faire ; parfois, ils se sont même rendus sans combattre. Les raisons de ce manque d'ardeur au combat sont multiples. Les Pachtous du Frontier Corps, dont les officiers sont souvent punjabis, éprouvent une certaine réticence à se battre contre des Talibans qui appartiennent aux mêmes tribus qu'eux. L'augmentation substantielle des soldes n'a guère amélioré le moral, car les équipements restent médiocres et l'entraînement laisse beaucoup à désirer, en dépit de l'aide apportée par les Américains et les Britanniques. De plus, des sympathisants des Talibans et d'Al Qaïda se sont probablement infiltrés dans leurs rangs.

Les forces armées elles-mêmes ne paraissent pas en mesure de réduire les Talibans. Et pourtant, elles sont massivement engagées. Environ 170 000 hommes de l'armée de terre sont déployés sur les théâtres d'opération intérieurs, soit plus de 30 % de ses effectifs. 120 000 hommes se trouvent dans les zones tribales et 50 000 dans la vallée de Swat. Organisées et équipées pour livrer des combats conventionnels contre l'Inde, les forces armées possèdent une expérience limitée dans la lutte contre des guérilleros. Le moral laisserait parfois à désirer. Certains pilotes de l'armée de l'air auraient exprimé leur mécontentement d'intervenir contre des compatriotes. C'est un signe de malaise, même si les actes d'indiscipline restent marginaux. Par ailleurs, la sur-représentation des Punjabis dans les unités de l'armée de terre, non compensée par la composition pachtoue du Frontier Corps, engendre un sentiment d'hostilité dans les populations locales : si celles-là ne sont pas toujours solidaires des insurgés, elles les craignent. Ainsi s'explique le manque de renseignement parvenant au commandement des opérations. Malgré une importante aide américaine, les forces paramilitaires et l'armée de terre pakistanaises ne disposent pas des équipements nécessaires pour mener la lutte contre les insurgés. Le manque de radars est notamment souligné. Des détournements de fonds seraient à l'origine de cette insuffisance. Les déboires rencontrés par les forces paramilitaires et les forces militaires peuvent aussi s'expliquer par le double jeu de l'Inter-Services Intelligence, noyauté par des Islamistes radicaux. Certains officiers au niveau des colonels et des brigadiers semblent jouer un rôle néfaste, ne répercutant qu'imparfaitement les ordres reçus de l'échelon supérieur et couvrant leurs subordonnés susceptibles de sympathiser avec l'idéologie des Talibans. Les dommages collatéraux provoqués par les attaques des forces de sécurité apparaissent, par ailleurs, très contre-productifs.

La priorité accordée aux combats dans les agences de Bajaur et de Mohmand et dans la vallée de Swat a eu comme conséquences de contraindre les forces de sécurité à une certaine défensive ailleurs. Les Talibans ont ainsi pu accroître leur liberté d'action dans les autres

zones tribales et régions périphériques de la province frontière du Nord-Ouest, où les attaques se poursuivent et augmentent même en intensité. Plusieurs convois de l'OTAN sont tombés dans des embuscades, y compris dans l'agence de Khyber traversée par l'importante route Peshawar-Kaboul, et les matériels ont été récupérés par les Talibans. L'axe stratégique traversant à partir de Peshawar, du Nord au Sud, la province frontière du Nord-Ouest et passant par le nouveau tunnel de Kohat, a été longtemps bloqué. Il est de nouveau ouvert après des opérations conduites contre les Talibans, mais ceux-là restent actifs dans la région.

Dans la lutte contre les nationalistes baloutches, les succès remportés en 2007, avec une relative accalmie dans les attentats et les destructions de bâtiments publics et des voies de communication terrestres et ferroviaires, ont pris fin. Les militants ont déclaré un cessez-le-feu en septembre 2008 mais les actes terroristes ont repris.

### OU VA LE PAKISTAN ?

Les forces de sécurité n'arrivent plus à faire face à leurs multiples obligations du fait de la multitude des foyers d'insurrection, dans les zones tribales fédérales, dans la province frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan. Les insurgés du Pakistan sont régulièrement renforcés par des éléments venant de l'Afghanistan, ce qui renverse, au moins provisoirement, le courant précédent. La frontière afghano-pakistanaise est totalement poreuse, malgré une forte présence des forces de sécurité de part et d'autre. Les Talibans sont des combattants sans frontière.

L'effort dans la lutte contre les talibans se concentre sur les agences de Bajaur et de Mohmand et dans la vallée de Swat. Ailleurs, les forces de sécurité essaient de maintenir leurs positions, tandis que des missiles américains lancés à partir d'engins sans pilote frappent des cibles isolées dans le Nord-Waziristan et le Sud-Waziristan, provoquant de multiples dommages collatéraux. Les actions conduites par les forces pakistanaises et américaines aliènent les populations.

Les militaires peuvent remporter des succès locaux mais limités dans le temps. Une solution militaire paraît douteuse, car les pertes infligées aux insurgés sont immédiatement compensées par de nouvelles recrues. Les victoires remportées ne sont qu'éphémères. Puisqu'il en est ainsi, la tentation est grande de nouer un dialogue avec les Talibans. Des tentatives dans ce sens ont déjà été faites et se sont soldées par des échecs. Néanmoins, conscient de l'inanité des efforts militaires, le gouvernement pakistanais cherche une solution politique. D'ailleurs, on constate la même évolution en Afghanistan, y compris au sein des pays de la coalition qui ont des troupes dans ce pays. Cependant, de part et d'autre de la frontière, les Talibans, portés par les événements internationaux qui ont détérioré l'image de l'Occident et des pays développés en général, se sentent en mesure de vaincre les forces de sécurité pakistanaises, afghanes, américaines et autres et refusent tout dialogue.

Les difficultés économiques du Pakistan, que la Chine et les pays arabes n'aident pas, compliqueront la lutte contre les extrémistes, qui pourraient bien en profiter pour réaliser leur rêve : faire de ce pays un Etat régi par la *charia*. L'armée pakistanaise restera un contrepoids solide à l'extrémisme si elle demeure unie, mais elle est elle-même gangrenée. Les militants islamistes visent le même but en Afghanistan et, s'ils réussissent dans ce pays, par la lassitude voire le découragement des pays intervenants, le Pakistan risque lui aussi d'être entraîné. L'arme nucléaire passerait alors aux mains des Talibans.

Les tensions très vives avec l'Inde, suite aux actes terroristes qui ont secoué Mumbai du 26 au 29 novembre 2008 et qui ont été attribués à un mouvement basé au Pakistan, le Lashkar-e-Toiba (L'Armée des purs), compliquent encore la situation. Un nouvel attentat majeur fomenté en Inde dans les semaines ou les mois à venir par des extrémistes islamistes soutenus par le Pakistan pourrait inciter l'Inde à mobiliser ses troupes sur sa frontière occidentale. En réaction, le Pakistan ferait de même sur sa frontière orientale, tout en dégarnissant sa frontière occidentale. Dans ce pays, militaires, Talibans et membres d'Al Qaïda formeraient alors un front commun pour lutter à l'Est contre l'ennemi commun.

Même si la mobilisation de part et d'autre de la frontière indo-pakistanaise n'aboutit pas à la guerre, la situation serait néanmoins catastrophique pour les Américains et leurs alliés car elle empêcherait le ravitaillement des troupes d'intervention en Afghanistan. Deux scénarios seraient alors possibles. Dans le premier cas, un gouvernement taliban pourrait fort bien s'installer à Peshawar, capitale provinciale. Dans le second cas, une union des zones tribales et de la province-frontière du Nord-Ouest avec l'Afghanistan aboutirait à la création d'un grand Afghanistan, pouvant être gouverné par les Talibans. Ce serait une étape vers la prise de pouvoir par les Talibans dans ce qui resterait du Pakistan, réduit aux territoires à l'Est de l'Indus, après une possible sécession du Baloutchistan, riche en matières premières, doté d'un côté en développement et stratégiquement bien situé aux frontières iranienne et afghane, aux portes de l'Asie centrale. Une telle évolution signifierait un échec majeur pour l'OTAN, dont l'engagement en Afghanistan n'aurait servi à rien. Elle pourrait même provoquer une remise en cause de l'existence même de l'alliance atlantique.